

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 05/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DICKSON CONSTANT**

ZI DE LA PILATERIE  
BP 109  
59290 Wasquehal

Références : 08072025\_DICKSON CONSTANT\_WASQUEHAL  
Code AIOT : 0007000575

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site de DICKSON CONSTANT a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/03/2024 pour les concentrations de certains polluants de son rejet eau. De plus, il est programmé le jour de la visite un contrôle inopiné eau du rejet des eaux de process du site.

L'objet principal de l'inspection est de récoiler la mise en demeure de 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DICKSON CONSTANT exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la Zone Industrielle de la Pilaterie.

Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes.

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique 2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8	Demande d'action corrective	6 mois
3	Valeurs limites d'émissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Sécurité des produits chimiques	Autre du 31/12/1899, article Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limites d'émissions	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 1 et 2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/03/2024.**

En effet, l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/03/2024 ; les valeurs limites en concentration des paramètres demande biochimique en oxygène pendant 5 jours, demande chimique en oxygène, phosphore, métaux totaux et zinc sont respectées dans la condition de délai fixée.

Le contrôle inopiné sur le rejet eau réalisé lors de la visite a relevé de légers dépassements sur le paramètre température.

Le contrôle inopiné air du 14/05/2025 a relevé un dépassement sur le paramètre formaldéhyde.

L'exploitant a proposé l'expérimentation d'un traitement supplémentaire par ultraviolet.

Il appartient à l'exploitant de mettre en place les actions proposées.

L'exploitant a identifié le produit utilisé dans son process contenant du formaldéhyde. Ce produit est aujourd'hui techniquement non remplaçable. Concernant son utilisation, l'inspection n'a pas relevé d'écart avec la fiche de données de sécurité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Valeurs limites d'émissions

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 La société DICKSON CONSTANT, exploitant une usine de tissage et apprêtage sise 10 rue des châteaux sur la commune de WASQUEHAL (59290) et dont le siège social est situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter les concentrations limites fixées aux articles 4.3.8 de son arrêté préfectoral du 23 août 2007 pour les paramètres demande biochimique en oxygène pendant 5 jours, demande chimique en oxygène, phosphore et métaux totaux et 32.3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour le paramètre zinc sur le rejet des eaux résiduaires identifié rejet n°4 et dans un délai de 6 mois.</p> <p>Article 2 La mise en demeure définie à l'article 1 est considérée comme respectée si après le délai fixé à</p>

l'article 1, pour une période de six mois, les valeurs limites d'émission en concentration des paramètres demande biochimique en oxygène pendant 5 jours, demande chimique en oxygène, phosphore, métaux totaux et zinc sont respectées lors des mesures du programme d'autosurveillance sur le rejet des eaux résiduaires identifié rejet n°4.

**Constats :**

Le tableau ci-dessous donne les valeurs mesurées du programme d'autosurveillance sur le rejet des eaux résiduaires identifié rejet n°4 de la période Octobre 2024 - Juin 2025 :

Para mètr e (valeur max)	Octo bre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	Juin 2025	VLE
DBO5 (mg/l)	213	195	167	90	207	231	248	220	188	600
DCO (mg/l)	1407	1402	1160	1040	1285	1250	1418	1402	1092	2500
Phosphore (mg/l)	3,37	4,72	2,41	2,01	1,09	3,14	0,32	1,68	1	10
Métaux totaux (mg/l)	2,88	4,03	0,87	0,64	0,59	0,81	0,31	0,32	0.49	10
Zinc (mg/l)	<b>2,82</b>	<b>3,92</b>	0,58	0,391	0,446	0,68	0,197	0,206	0.441	0,8

Sur la période octobre 2024 / mai 2025, les valeurs limites d'émission (VLE) en concentration des paramètres demande biochimique en oxygène pendant 5 jours, demande chimique en oxygène, phosphore, métaux totaux sont respectées. La VLE en concentration du zinc n'est pas respectée uniquement pour octobre et novembre 2024.

En considérant que les VLE en concentration des paramètres, objet de la prescription, sont respectées sur la période de 6 mois de décembre 2024 à mai 2025, la prescription est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Valeurs limites d'émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.			
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) : 4			
Paramètres à contrôler	V a l e u r s réglementaires	Observations	
Concentration Moyenne journalière mg/l	Flux moyen journalier kg/j		
Débit			450 m3/j
MES	120	40	
DBO <sub>5</sub>	350	110	
DCO	1500	450	
HC	5	1	
Métaux totaux	5	1	
NGL	50	15	
Phosphore total	10	4	

AOX	-	-	
Zinc et composés	0.8	0.75	
Cadmium	0.001	0.0045	
pH			5.5 / 8.5
t°			<30 °C

#### Constats :

L'Inspection a reçu le rapport du contrôle inopiné du 08/07/2025 réalisé par Flandres analyses. Le rapport indique le respect des valeurs limites réglementaires pour l'ensemble des paramètres sauf pour la température (Mesure moyenne de 35°C pour une limite à 30°C). Le rejet se faisant dans un réseau d'assainissement et non directement dans le milieu naturel, ce dépassement est toléré puisque n'ayant pas d'impact direct sur le milieu naturel. Dans le rapport GIDAF d'autosurveillance de l'exploitant de juin 2025 transmis le 31 juillet 2025, celui-ci indique augmenter la capacité de l'échangeur thermique eau/eau pour diminuer la température de rejet. Aucune non-conformité n'a été constatée au niveau de l'accès ou concernant les matériels au point de prélèvement par le laboratoire qui a réalisé les prélèvements.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ne respecte pas la valeur limite du paramètre température conformément à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 23/08/2007. L'exploitant est tenu de mettre en place l'action corrective proposée concernant l'échangeur thermique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 3 : Valeurs limites d'émissions dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 3.2.4.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle inopiné : composés organiques volatils

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs sauf pour les installations de séchage) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

	Concentrations maximales en mg/Nm <sup>3</sup>
<u>COVNM (en « C » total)</u>	110
COV « annexe 3 » Formaldéhyde	2

#### Constats :

Le rapport APAVE n°134892541-001-1 de mesure du rejet atmosphérique des rames sèches réalisé lors du contrôle inopiné du 14/05/2025 indique les valeurs suivantes :

- COVNM : 46,2 mg/m<sup>3</sup>
- Formaldéhyde : 4,498 mg/m<sup>3</sup>

La valeur mesurée du formaldéhyde ne respecte pas la VLE de 2 mg/m<sup>3</sup>.

L'exploitant a identifié le produit utilisé dans son process contenant du formaldéhyde. Il s'agit du PROX M3M. Il indique avoir testé des produits contenant moins de formaldéhyde pour le même usage mais la qualité du produit fini a été insatisfaisante.

L'exploitant indique également s'être rapproché du fabricant du laveur de fumée mais celui-ci n'a pas de solution.

L'exploitant s'oriente aujourd'hui vers un traitement supplémentaire par ultraviolet. Il s'est rapproché d'un fabricant suisse, OXYTEC, pour le prêt d'une installation de traitement afin de réaliser un essai sur site.

A noter que les mesures réalisées par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance sont les suivantes: 3 mesures conformes et une non-conforme depuis mars 2024 (0,079 / 1,44 / 1,27 / 2,85 mg/m<sup>3</sup>).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émission du formaldéhyde conformément à l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 23/08/2007.

Au vu des actions entreprises par l'exploitant et des résultats de l'autosurveillance, il est demandé :

- la réalisation d'un contrôle inopiné air supplémentaire sur le même rejet en 2025 auprès du laboratoire mandaté par la DREAL Hauts de France.

laboratoire mandaté par la DREAL Hauts de France. - la transmission par l'exploitant à l'inspection du résultat des essais de la machine de traitement OXYTEC.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Sécurité des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 31/12/1899, article Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conformité par rapport à la FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est contrôlé la conformité de l'étiquetage et des conditions de stockage par rapport à la fiche de données de sécurité et au règlement européen « CLP ».</p> <p>Le constat de l'inspection est reporté sur la grille figurant en annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé le produit suivant : PROX M3M Il s'agit d'une résine mélamine formol modifiée. Elle est utilisée pour rigidifier le produit fabriqué (store textile, tissu d'ameublement, toile d'usage maritime).</p> <p>Le produit est stocké dans le local de stockage des produits chimiques en cuve de 1000 L. L'inspection n'a pas constaté d'écart entre la FDS et sur site pour ces produits sur la classification et l'étiquetage. Cependant les pictogrammes de danger ne sont pas très visibles dans le local de stockage (surtout concernant les cuves stockées en hauteur sur les racks, les pictogrammes sont cachés par d'autres documents). Les seules mentions de danger reprises des substances sont le H317 et la H350 pour le mélange. Cela peut s'expliquer par la dilution des substances mais il faudrait vérifier s'il existe une version plus récente de la FDS présentée.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé d'écart pour les conditions de stockage avec les exigences de la FDS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant : - de vérifier s'il existe une version plus récente de la FDS pour le produit PROX M3M. - de rendre plus lisible les pictogrammes de danger sur les cuves dans le local de stockage des produits chimiques. Les justificatifs sont transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

